

**“Le mouvement libertaire sous la troisième république”
“Souvenirs d’un révolté”**

Douzième partie

Editions “Les oeuvres représentatives” - 1930

PENDANT L’AFFAIRE DREYFUS...

Si nous avons eu quelqu'un parmi nous pour aller, dans les groupes, dans les réunions publiques, cela nous aurait été d'un grand appui. Car le grief le plus fréquent était: «*que l'on ne nous voyait jamais nulle part*». D'aucuns en profitaient pour créer des légendes.

Je me rappelle qu'un jour que nous parlions des difficultés financières du journal, un camarade s'écria: «*Ah! oui, c'est la rédaction qui coûte cher*».

Je le regardai. Certes, il était de bonne foi, ne pensant pas à mal.

- *Que voulez-vous, répondis-je ironiquement, il y en a à qui il faut des danseuses!*

J'avais pris la direction du journal, avec la résolution de ne pas en faire une chapelle, d'éviter toute camaraderie, en ce qui concerne le choix des articles. Mon impartialité me valut beaucoup d'ennemis et la réputation d'être autoritaire, sectaire. Que sais-je? «*Le Journal, c'était Grave!*».

Une double erreur. Car, une fois que je savais qu'un camarade pouvait nous donner de bons articles, j'envoyais la copie à l'imprimeur sans la lire. Et même lorsque nous n'étions pas d'accord sur les conclusions, je ne me permis jamais de les corriger, comme quelques-uns firent des miens lorsqu'ils «*piratèrent*» le titre du journal.

Girard me quitta un moment, parce que Maurice Lachâtre voulant refondre son dictionnaire lui avait proposé d'en prendre la direction. Comme les offres qu'il lui faisait étaient meilleures que ce que j'avais la possibilité de lui donner. Je l'engageai moi-même à accepter.

Delesalle me quitta sur un refus que je lui opposai de le laisser continuer une polémique stupide, mais comme depuis longtemps il éprouvait le besoin de tenter autre chose que du journalisme, ce différend accéléra son départ plus qu'il ne le suscita. Il avait, je ne sais plus à quel propos, attaqué

les Juifs en tant que Juifs. J'avais laissé passer l'attaque, pensant bien que nous arriveraient des protestations. Ce qui ne manqua pas.

Delesalle me dit qu'il s'en irait si je n'insérais pas sa réponse. Je l'engageai à réfléchir, lui exposant mes raisons, que je ne voulais pas faire des *Temps Nouveaux* une succursale de la *Libre Parole*. Il persista dans sa résolution.

Charles-Albert me proposa Dunois pour remplacer Delesalle. Ce Dunois, je l'avais connu très jeune, alors qu'il était encore au lycée. Il venait souvent au journal acheter des brochures. C'était un enthousiaste anarchiste. Il était fils d'un juge de la Nièvre.

Je le perdis de vue, puis appris qu'il était devenu secrétaire d'un député. Quand Charles-Albert me le présenta, il était employé au ministère de la justice et, redevenu anarchiste, m'affirma son parrain.

Bon Dieu! ce que je me mordis souvent les doigts d'avoir été chercher un collaborateur parmi les fonctionnaires!

Sans idées personnelles, il avait une facilité de plume qui lui permettait d'écrire des articles sur n'importe quel sujet, sans vues originales mais qui se lisaient avec facilité. Nous eûmes bien quelques discussions, mais il fut toujours libre d'écrire ce qu'il voulait.

Il partit en vacances en Savoie, je crois. En s'en allant, il m'énuméra tous les travaux qu'il allait entreprendre pour le journal, tous les sujets d'articles qu'il avait en vue, les notes pour le mouvement social qu'il allait ramasser, la revue des périodiques dont il allait s'occuper. C'était mirifique!

Quelle ne fut pas ma stupéfaction, lorsque, peu de temps après, je lus dans le journal des jeunes bourgeois dont j'ai parlé, plusieurs articles où les

Temps Nouveaux prenaient quelque chose pour leur rhume. «*Un journal pour vieilles dames sentimentales!*». L'auteur n'était autre que M. Dunois.

Je n'ai jamais vu tirer dans le dos des anciens camarades avec autant de désinvolture et avec moins de raisons.

Le plus risible de l'affaire, ce fut une lettre que m'envoya le camarade Wintsch, de Lausanne, où il m'adjurait de cesser mes attaques contre Dunois. Or, il n'y avait eu, jusque-là, que celles de Duuois contre le groupe des *Temps Nouveaux*.

Je demandai à Wintsch s'il n'était pas un ironiste. Ma lettre resta sans réponse.

Avant de commencer sa campagne, Dunois m'avait écrit de ne plus compter sur lui. Il m'envoyait Desplanques pour le remplacer.

Que Desplanques pût accepter de venir aux *Temps Nouveaux*, cela m'étonna. Quelque temps auparavant, ayant une discussion d'opinions avec Girard, il avait dit à ce dernier que, sans doute, «*il avait vu cela du haut de son observatoire de la rue Broca!*».

Ce n'était méchant que d'intention, mais impliquait un profond dédain pour notre journal. Après tout, puisque Desplanques n'avait plus aucun ressentiment contre ce qu'il appelait l'observatoire, je n'en avais pas davantage. Au contraire, quelqu'un de la C. G. T. pouvait nous être très utile pour notre «*Mouvement ouvrier*».

Desplanques resta un an ou deux avec moi. Mais le journal commençait à périlcliter. Desplanques me dit qu'il voyait bien qu'il n'y avait plus de travail pour lui, que je pouvais faire seul ce qu'il y avait à faire et économiser ainsi ce que je le payais; qu'il continuerait à m'envoyer du «*Mouvement ouvrier*».

Au lieu de le remplacer, je résolus de ne plus paraître que tous les quinze jours.

Mais j'ai anticipé. Revenons en arrière.

Dès la première année, recommencèrent les difficultés financières. Pour faire des économies, Je dus avoir recours à la suppression de numéros ou de suppléments.

Pour couvrir le déficit, Je demandai à Reclus de

venir faire une conférence au bénéfice du journal. Bien préparée, elle pouvait attirer un grand public et produire une somme raisonnable. Reclus alléguait son manque d'habitude de parler en public. C'était une raison sans en être une. Il avait fait d'autres conférences en plusieurs occasions. L'idée d'apporter quelques milliers de francs à la caisse du journal aurait pu lui faire surmonter ce manque d'habitude. Mais, de conversations que nous avions eues lorsqu'il venait me voir, je devinai, ou crus deviner, la véritable raison. Il avait une espèce de haine contre le public de Paris. De là son refus.

Je me tournai alors du côté de Kropotkine qui fit bien quelques objections, puis finit par accepter devant mon insistance.

Nous organisâmes une série de conférences. Mais lorsque, en route pour Paris, Kropotkine débarqua à Dieppe, il fut arrêté et réexpédié en Angleterre, avec arrêté d'expulsion. Nous avions mal choisi notre moment. C'était à l'époque où battait son plein cet énorme bluff, l'alliance franco-russe, dont il sortit tant de mal. On préparait à Paris la réception du Pendeur, ou de l'Amiral Avellane. J'ai oublié lequel des deux c'était.

Cela nous valut la brochure *L'Etat, son rôle historique*, qui devait faire le sujet de la conférence, mais j'étais fâché pour Kropotkine qui, je le savais, serait navré de ne plus pouvoir venir en France quand ça lui plairait. Si Kropotkine en fut affecté, il ne m'en garda pas rancune.

Rien de saillant à noter jusqu'à l'Affaire Dreyfus.

Comme je l'ai noté, le cri de protestation de Dreyfus m'avait frappé, mais cela avait été fugitif. Millionnaire, fils de millionnaire, il ne pouvait avoir trahi pour de l'argent. Mais on ne trahit pas que pour de l'argent. Peut-être payait-il pour d'autres! Pourtant, on ne se débarrasse pas de quelqu'un qui a des relations comme on se débarrasse d'un pauvre bougre. Il fallait bien qu'il eût tripoté quelque part.

Plus tard, je rencontrai Bernard Lazare qui m'entretint de l'innocence de Dreyfus, de la forfaiture des magistrats.

Ne me faisant aucune idée de l'étendue de l'antisémitisme dans l'armée, persuadé qu'un millionnaire a les moyens de se défendre, je ne prêtai que peu d'attention aux arguments de B. Lazare. Cependant, la lecture de sa première bro-

chure commença à me faire réfléchir, sans tout à fait me convaincre.

Lorsque arriva le «*J'accuse!*» de Zola, sans être encore convaincu de l'innocence de Dreyfus qui, en tant qu'officier, continuait à ne pas m'intéresser, j'en arrivai à penser qu'après tout il était fort possible que la loi eût été violée à son égard. Il y avait tout de même à protester, au point de vue principe. J'écrivis à Zola pour le féliciter de son initiative. Lettre qu'il jugea bon de publier dans *l'Aurore*.

Je n'ai pas à raconter cette affaire qui souleva, dans le pays, tous ceux qui avaient en eux le sentiment de la justice, et mit également sur pied toutes les forces de la réaction.

De ceux qui se lancèrent, tête baissée, dans la bataille, combien risquèrent leur tranquillité, leur gagne-pain, rien que par amour de la justice! Cependant, il faut bien reconnaître que si la famille Dreyfus n'avait pas eu de l'argent pour amorcer cette agitation, Dreyfus serait tout probablement encore à l'Île du Diable.

Pour arriver à émouvoir l'opinion publique, il fallut trouver un Bernard Lazare qui osât commencer la lutte, et pouvoir faire les frais de l'impression des deux brochures, par lesquelles il commença l'attaque.

Il fallut fonder un quotidien, *l'Aurore*, pour appuyer cette campagne. Puis l'intervention de Zola.

Cette campagne donna lieu à beaucoup d'abnégation et de dévouement. Peut-être, de la part de certains politiciens, y eut-il un peu d'âpreté à la curée lorsqu'on eut chassé les réactionnaires du pouvoir, mais cela fait partie du système.

Même chez les anarchistes qui apportèrent leur entier concours aux défenseurs de Dreyfus, d'aucuns ne le firent pas gratuitement. Il y eut, d'abord, toute la basse fripouille qui a pour habitude d'encombrer les réunions, offrant en vente tous les imprimés qu'ils ont pu glaner à peu de frais. Ils pullulaient aux abords des réunions dreyfusardes, distribuant leur butin, le fourrant de force dans les mains: «*Donnez ce que vous voudrez, camarades, c'est pour la propagande*».

Et comme ils étaient nombreux ceux «*qui ne savaient pas*», d'aucuns donnaient leur obole, allant jusqu'à la pièce blanche, croyant encourager de zélés partisans. Ce fut la période dorée pour les camelots et la fripouille individualiste.

Et parmi les orateurs anarchistes, n'y en eut-il pas de soudoyés? Je n'ai que des suspicions, mais quelques-uns «*se retirèrent des affaires*», une fois l'affaire finie.

Par parenthèse, le *Libertaire* qui n'était pas plus riche que nous, trouva cependant les moyens de publier, à fort tirage, un placard en faveur de Dreyfus, alors que la même semaine, il n'avait pu faire paraître son numéro, faute d'argent, paraît-il.

Quant au *Journal du Peuple*, fondé par Sébastien Faure, tout le monde savait que les fonds avaient été fournis par le monde juif qui avait participé à l'affaire Dreyfus.

Les Dreyfusards avaient-ils voulu, par là, montrer leur reconnaissance à Faure du concours qu'il leur avait apporté et de l'énergie qu'il avait déployée? C'est possible. Mais la femme de César devrait éviter tout ce qui peut la faire soupçonner.

De plus, il y eut une bagarre où Faure fut mêlé - dans une rue ou devant une église Saint-Joseph - qui me parut, à l'époque, bien proche parente du Fort Chabrol.

A une de mes visites à *l'Aurore*, - nous avions eu déjà, je crois, quelques «*attrapages*» avec Gohier - Vaughan, me montrant son bureau, me disait: «*Les anarchistes! il ne faudrait pas qu'ils crient trop haut. J'ai, là, de quoi les faire taire*», ou «*d'en faire taire*», j'ai oublié l'exacte expression.

- *Donnez des noms, que nous connaissions les brebis galeuses!*

Mais Vaughan ne répondit rien. J'aurais bien donné quelque chose pour mettre le nez dans ledit bureau.

Ce fut pendant *l'Affaire* que je fis connaissance de Leyret. Il avait pris l'habitude de venir quelquefois au bureau.

Un jour, il arriva avec la proposition suivante: Zola devait se rendre au tribunal de Versailles. Ses amis projetaient de l'y accompagner, en nombre, revolver au poing. Leyret me demanda s'il serait possible de recruter, parmi les anarchistes, une centaine de camarades désireux de se joindre à l'entreprise.

Il y avait là, une attitude qui, quoique un peu théâtrale, me plut par son audace, je promis de faire mon possible pour recruter des volontaires. Mais

quelque temps après Leyret vint me dire que l'idée était abandonnée. C'était dommage.

Pour les courses de Longchamp, où devait présider Loubet, on craignait des désordres de la part des militaristes. On fit appel à toutes les bonnes volontés pour aller défendre le Président. Un appel spécial lut même lancé aux anarchistes. Clemenceau, dans l'*Aurore*, publia un article où il déclarait que l'on verrait, à Longchamp, Jean Grave à côté du préfet de police pour répondre aux attaques des cocardières. Par les *Temps Nouveaux*, je répondis à Clemenceau que Grave n'ayant aucune raison de défendre le prestige du président, Grave brillerait par son absence à Longchamp. Et, de fait, avec le groupe de l'*Ecole Libertaire* que nous tentions de fonder, nous avons organisé une promenade dans le bois de Meudon. Gohier m'accusa, plus tard, d'avoir eu le trac.

Le lendemain de Longchamp, rue Monge, je rencontrai Malato.

- J'étais hier à Longchamp, me dit-il, nous avons été arrêtés à plusieurs. Figurez-vous, mon cher, que j'étais porteur d'un revolver, long comme cela! et ses deux mains écartées dessinaient la longueur d'un mousqueton de cavalerie. Heureusement, reprit-il, que nous ne fûmes pas fouillés. Je demandai à aller aux cabinets et pus le faire disparaître dans la lunette!

- Vous auriez tout aussi bien pu le laisser à la maison! fut tout ce que je trouvai à dire en manière de consolation.

Vaughan m'avait demandé des articles pour l'*Aurore*, non pas qu'il fit grand cas de ma collaboration, mais pensant, sans doute, que ça serait un moyen de m'«attacher», et de me collectionner avec ceux que, prétendait-il, il avait déjà dans son bureau.

J'envoyai une demi-douzaine d'articles qui furent insérés et payés 50 francs chacun.

Mais, lui ayant fait parvenir un article antimilitariste, Vaughan me le retourna, me disant que l'antimilitarisme était chasse réservée pour Gohier. J'en envoyai un autre sur la question économique, assez accentué dans le sens anarchiste, il eut le même sort. J'ai oublié quelle fut la défaite. Je compris. Ne me tenant pas pour battu, je récidivai sous une forme encore plus vive. Lorsqu'on l'eut gardé assez longtemps sans le

publier, j'écrivis à Vaughan de me retourner mon dernier article. Ma collaboration, évidemment, n'avait pas rendu ce que l'on en attendait.

Il faut dire que, malgré ma collaboration à l'*Aurore*, nous n'avions pas cessé de dénoncer les erreurs de jugement de ses rédacteurs lorsqu'il s'agissait de question sociale. Lefrançais, quoique caissier à ce journal, nous envoya assez souvent des articles pour relever quelques affirmations erronées de Gohier.

Entre autres, j'en reçus un, intitulé: «*Sus au jésuitisme! Lettre ouverte au citoyen Gohier*». Ce dernier m'envoya une réplique où il reprochait à Lefrançais de ne pas s'être fait tuer en 71. C'était sa façon de répondre à une discussion courtoise.

Il y eut une levée de boucliers aux *Temps Nouveaux*. Moi, Lefrançais, Girard, Charles-Albert, nous répondîmes à Gohier, qui répliqua avec acrimonie. Puis cela cessa un moment pour éclater à nouveau avec plus de virulence, à l'occasion de camarades qui, en province, avaient osé contredire Gohier dans une réunion qu'il donnait. Il les accusa d'être des agents des cléricaux.

De fil en aiguille, sans atteindre son ton de méchanceté, je me laissai entraîner à lui lancer quelques pointes. La discussion dura un certain temps.

Sous prétexte de nous réconcilier, Vaughan m'écrivit que cette querelle était déplorable. Il me demandait d'aller le voir, qu'après explication, le malentendu se dissiperait.

J'y rencontrai un Gohier tout guilleret qui semblait trouver cela très amusant. Mais Vaughan promit une explication loyale. Au lieu de cela ce fut un redébordement de calomnies.

Dans cette affaire j'eus trois torts. Le premier, de m'être laissé engager dans cette dispute. Cela avait commencé sur des questions de tactique et de principes, d'une façon tout à fait courtoise de la part des rédacteurs des *Temps Nouveaux*.

Mais Gohier qui n'aimait pas à être critiqué, répondit par des personnalités. Nous n'aurions pas dû le suivre sur ce terrain. Agacé par ses jérémiades continuelles sur les sacrifices qu'il faisait pour servir la cause révolutionnaire, et tous ses coups de pointe contre les anarchistes, je me laissai entraîner à lui répondre que, lorsqu'on

gagnait 10.000 francs par an à prêcher la révolution, on ne pouvait appeler cela un sacrifice.

Gohier cria à la calomnie. Or, c'était Lefrançais, caissier à l'Aurore, comme je l'ai dit, et par conséquent bien placé pour le savoir, qui me l'avait appris en causant. Ne voulant pas mettre Lefrançais en jeu, et comprenant que j'avais eu tort en me ravalant au niveau de Gohier, je n'insistai pas.

Mon deuxième tort fut de laisser passer dans les *Temps Nouveaux* un entrefilet de Girard qui accusait Gohier d'être le fils bâtard d'Hervé, le directeur du *Soleil*. C'était bête de la part de Girard de l'avoir écrit, et encore plus de la mienne de l'avoir inséré. Nous nous ravalions de plus en plus au niveau de Gohier.

Enfin, mon troisième tort, ce fut, lorsque Gohier lança ses premières calomnies, de ne pas avoir clos la dispute en giflant le bonhomme. C'est la seule façon de répondre aux gens de mauvaise foi.

Gohier l'avait si bien senti que, me croisant un jour sur la place Dauphine, il passa non loin de moi,

la canne levée, s'attendant, évidemment, à la correction qu'il savait avoir méritée.

Or, j'étais loin de penser à lui. Ce fut son geste qui me fit lever la tête et le reconnaître, et il était déjà passé. Ce ne fut qu'au bout de quelques pas que je réfléchis que j'aurais dû lui faire sauter son chapeau, et lui dire: «*Eh! bien, quoi? on ne salue pas le pape, lorsqu'il passe?*».

Le pape de la rue Mouffetard! Une des injures de Malato, qu'il avait rééditée.

On sait comment se termina l'affaire Dreyfus. Waldeck-Rousseau prit le pouvoir. Ce fut une curée de la part de quelques-uns. Les causes les plus désintéressées n'ont-elles pas leurs requins?

En bon politicien, Waldeck arrangea les choses pour que personne n'eût tort. Dreyfus fut condamné à Rennes, ceci c'était pour l'Etat-Major. Ensuite il fut gracié, c'était pour les amis de la justice.

Jean GRAVE.
